

Revue roumaines d'histoire parues dans des langues de circulation internationale

DANIELA MÂRZA

*« Tous les courants
s'entrecroisent au sein
d'une même atmosphère
et tombent sous la forme de
pluies sur la même terre. »*

M. Jurga

Daniela Mârza

Chercheur au Centre d'Études Transylvaines de l'Académie roumaine, auteur du vol. **Reviste românești de istorie publicată în limbi de circulație internațională** (Revue roumaines d'histoire parues dans des langues de circulation internationale) (2012).

LE DÉSIR de faire connaître à la communauté scientifique internationale les résultats de la recherche historique roumaine a constitué au fil du temps une constante de notre historiographie. Comme le roumain n'est pas une langue de circulation internationale, les historiens étrangers n'avaient accès aux études roumaines que par l'intermédiaire des langues qu'ils connaissaient. On peut donc affirmer, à juste titre, que l'image de l'historiographie roumaine dans les milieux académiques et universitaires internationaux est seulement celle publiée dans des langues de circulation internationale. Ce que les spécialistes étrangers qui ne connaissent pas le roumain comprennent par « historiographie roumaine », c'est en fait la partie de notre historiographie qui est disponible dans

Le présent article est le résultat d'une recherche réalisée dans la cadre du Projet n° PN-II-TE-2011-3-0172, financée par le CNCS-UEFISCDI.

des langues qui leur sont familières. De ce point de vue, les volumes, les études, les articles d'histoire roumaine publiés dans des langues étrangères méritent une attention à part, puisqu'ils représentent un lien entre les historiographies roumaine et internationale, pouvant être considérés comme une modalité de l'historiographie roumaine de contribuer à la connaissance historique générale. De pareils ouvrages ont été publiés en grande quantité au fil des dernières décennies, lorsque la tendance de la recherche roumaine à se raccorder à celle internationale est devenue de plus en plus évidente.

L'ouvrage ci-présent s'arrête à trois revues roumaines d'histoire publiées dans des langues étrangères, qui jouissent d'une présence constante dans le paysage scientifique et dans les catalogues de bibliothèques internationales prestigieuses. Il s'agit de la *Revue roumaine d'histoire* (qui paraît à partir de 1962, à Bucarest, sous l'égide de la section des Sciences historiques et archéologiques de l'Académie roumaine), de la *Revue des études sud-est européennes* (publiée dès 1963, toujours à Bucarest, par l'Institut des Études Sud-Est Européennes de l'Académie roumaine) et de *Transylvanian Review/Revue de Transylvanie* (publication périodique du Centre d'Études Transylvaines de l'Académie roumaine, qui paraît à Cluj-Napoca à partir de 1991).

Certes, le nombre de revues roumaines qui publient des études d'histoire dans des langues de circulation internationale est beaucoup plus grand, dépassant la capacité de notre recherche. Nous avons mentionné brièvement des publications telles que *Colloquia. Journal of Central European History* (parue dans le cadre de la Faculté d'Histoire et de Philosophie de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca), *Euro-Atlantic Studies* (publiée par l'Université de Bucarest/le Centre des Études Euro-Atlantiques) ou *Valahian Journal of Historical Studies* (la publication périodique du Centre de recherche des relations internationales et des études culturelles Grigore Gafencu de l'Université Valahia de Târgovişte).

Quant à la *Revue roumaine d'histoire* (RRH) et la *Revue des études sud-est européennes* (RESEE), plus de la moitié de leurs volumes ont paru sous le régime communiste. L'évolution de l'historiographie roumaine dans les années du régime communiste est bien connue, grâce à de nombreuses études, solides et bien documentées. C'est la raison pour laquelle nous nous bornons de passer brièvement en revue les principaux traits de cette période.

De 1948 à 1989, le régime a pratiquement contrôlé toute la recherche historique, traçant sans appel les directions d'investigation. Cette pression a varié au fil du temps, se faisant plus sentir dans la première partie du régime communiste (fin des années 1940 et dans les années 1950) et diminuant au cours de la 6^e décennie et dans les premières années de la décennie suivante, alors que pendant les 15 dernières années la recherche historique a été planifiée sur des quinquennats, étant plus que jamais contrôlée et déterminée par le régime.¹

L'année 1948 marque le début d'une série de processus politiques, sociaux, économiques et culturels-scientifiques, qui ont radicalement modifié l'orientation de l'historiographie. Le régime communiste a opéré des changements majeurs au niveau des institutions, a remplacé le système universitaire et académique par une variante du modèle soviétique. L'idéologie stalinienne instituée a détourné le parcours normal de l'historiographie roumaine. C'est ce qui fait que la période comprise entre 1948 et 1964 est actuellement considérée comme un recul total, aussi bien sous l'aspect de la mise en circulation des sources documentaires que du point de vue de l'analyse/l'interprétation.²

Les autres conséquences directes de ces orientations sur la recherche historique ont été des plus néfastes, telle l'épuration des historiens de prestige, jugés incompatibles avec les valeurs promues par le régime ; il s'agit surtout de Gh. I. Brătianu, Ion Hudiță, George Fotino, Ștefan Ciobanu, Teofil Sauciu-Săveanu, Gh. Zane, Vasile Grecu, Silviu Dragomir, Alexandru Boldur, Romulus Cârdea, Toma Bulat, Ștefan Manciulea, Victor Jinga, Maria Holban.³

L'historiographie roumaine des années 1950 est donc fort affectée par le dogme stalinien ; les historiens roumains ne peuvent pas participer aux échanges internationaux de vues (méthodologies, directions novatrices d'étude), à quelques exceptions près (Pompiliu Teodor, avec des préoccupations d'historiographie, Alexandru Duțu, intéressé par l'histoire des idées et des mentalités) ; l'influence des directives du parti est déterminante ; les professionnels de l'histoire sont obligés à faire des compromis idéologiques, qui ne portent toutefois pas atteinte à la qualité des études proprement dites.⁴

En dépit de quelques signes constatés dès 1956 et surtout après 1958 (l'année de la mort de l'« historien » Mihail Roller), une certaine détente historiographique se fait sentir seulement à partir de 1964, la fin de la même décennie marquant la sortie de l'historiographie roumaine de l'époque stalinienne. En Roumanie communiste, comme dans tout régime totalitaire, le politique a eu une influence décisive sur la vie intellectuelle de la société.⁵

Les premières prémisses positives, y compris au niveau de l'écrit historique, ont apparu en 1965, à la suite du changement du dirigeant politique. Le nationalisme agréé par le régime offrait aux historiens roumains de nouvelles possibilités d'investigation de l'histoire. Apparemment, l'évolution était positive, les premières années donnant aux historiens l'espoir du relâchement du contrôle politique et de la censure. Peu de temps après, la situation révéla pleinement son potentiel négatif, les accents nationaux de l'écrit historique s'avérant exclusifs et privilégiant surtout les périodes et les thèmes qui légitimaient le pouvoir de Bucarest ; en 1971, la recherche historique a été subordonnée à l'Académie des Sciences sociales et politiques, qui était directement contrôlée par le Comité Central du Parti Communiste Roumain (PCR) ; à partir de 1973-1974, comme

dans les années 1950, les plans de travail réintroduits dans le domaine de la recherche ont été inclus dans de soit-disant contrats de recherche, conclus entre les instituts et l'Académie des Sciences sociales et politiques (institution directement coordonnée par le couple dictatorial, Nicolae Ceaușescu en étant président honoraire) ; l'Académie roumaine n'avait pratiquement pas le droit d'exprimer son avis ; ces plans de travail faisaient partie d'un programme unique de recherche au niveau national, ce qui signifie que les historiens devaient produire des œuvres circonscrites à ces thématiques.

Cette conception de principe a été concrètement exprimée dans un discours prononcé par Nicolae Ceaușescu en mai 1966, qui a esquissé un parcours historiographique pour deux décennies et demie, préconisant, entre autres, « l'élimination » des personnalités de l'histoire et la mise au tout premier plan des masses ; l'histoire du PCR devait être « identifiée » et suivie dès les premiers temps, l'histoire nationale étant pratiquement confisquée par Nicolae Ceaușescu et le Parti Communiste Roumain. D'autres aspects que l'histoire était obligée à refléter en priorité étaient la lutte de classes (la bourgeoisie contre le prolétariat), l'affirmation de la classe ouvrière en tant que force politique et sociale absolue dans l'État roumain, la signification du moment du 23 août 1944.⁶

En 1971, le régime a déclenché une véritable « révolution culturelle » en Roumanie, congruente avec ses objectifs. C'est ainsi que les licenciés en histoire et en philosophie ont été assimilés aux activistes de partie, avec un rôle bien défini dans le cadre de la société – un tiers des disciplines enseignées dans les facultés du domaine était représenté par l'enseignement politique et idéologique. L'école historique roumaine devait produire des chercheurs-militants, capables de se conformer à l'exigence de privilégier dans la recherche les événements du passé susceptibles d'éveiller la fierté nationale, tel le combat d'affranchissement national et social, les traditions progressistes de l'enseignement, la science et la culture du peuple roumain, le passé glorieux du mouvement révolutionnaire et communiste.⁷

Le XV^e Congrès international des Sciences historiques organisé à Bucarest en 1980 a tracé de nouveaux repères en ce qui concerne le rôle de l'historien et de l'histoire en société. Il a été précédé d'une rencontre entre le « camarade » Nicolae Ceaușescu et « les scientifiques du domaine de l'histoire », au cours de laquelle ces derniers ont tenu à souligner « le rôle extrêmement important et constant du camarade Nicolae Ceaușescu dans l'orientation des recherches historiques, le développement de l'étude de l'histoire dans l'enseignement de tous les degrés, l'établissement des lignes directrices de l'activité historique dans son ensemble ». Ils ont une fois de plus mis en évidence l'importance de l'histoire en tant que partie de l'activité politique et idéologique, vouée à « l'édification du nouveau régime, à la formation du nouvel homme, pourvu d'une haute conscience patriotique et révolutionnaire ». Les historiens étaient appelés à contribuer, par leur activité,

au renforcement des liens entre les peuples, au développement de la coopération internationale, sous la perspective de l'interdépendance des civilisations. C'est dans cet esprit qu'ils étaient « invités » à rechercher surtout les phénomènes et les événements historiques qui ont favorisé un pareil rapprochement, les contacts entre les nations, les échanges de valeurs matérielles et spirituelles, principalement avec les peuples voisins.⁸

Le climat intellectuel en Roumanie a changé radicalement après la chute du régime communiste en 1989. Une fois les contraintes idéologiques disparues, les chercheurs étaient libres de choisir leurs aires d'intérêt. Les sujets restés dans l'ombre pendant la période antérieure ont été privilégiés : l'histoire des Églises et des confessions, certains aspects liés à l'histoire des mentalités, l'histoire de la vie privée etc. Les historiens se sont heurtés à des problèmes d'ordre matériel et ont eu de la peine à se connecter à la communauté scientifique internationale, tant du point de vue des sources et des méthodes que sous l'aspect de leur propre contribution au progrès de l'historiographie en général.

Les trois revues qui ont retenu notre attention ont été aussi bien les instruments des relations entre les spécialistes roumains et le monde extérieur que les témoins des efforts de ceux-ci de s'intégrer dans la recherche scientifique internationale.

LUNE DES revues roumaines les plus prestigieuses publiée dans des langues étrangères est la *Revue des études sud-est européennes*. Fondée en 1963 par l'Institut des Études Sud-Est Européennes de l'Académie roumaine, elle a réussi, malgré les difficultés, à paraître sans interruption jusqu'à nos jours. Publiée exclusivement dans des langues de circulation internationale (surtout en français jusqu'en 1990, ensuite principalement en anglais, mais aussi en allemand, en italien et en russe), cette revue a joui d'une large diffusion à l'étranger. Par son contenu et sa diffusion, cette revue peut être considérée, parmi les publications roumaines d'histoire, comme un instrument remarquable de diffusion des résultats de la recherche roumaine dans la communauté scientifique internationale.

L'évolution de cette revue, qui a connu des hauts et des bas, comme toute la société roumaine, peut être aisément saisie dans ses pages. Son histoire est étroitement liée au développement des études sur la problématique du Sud-Est européen. L'un des initiateurs de ces études en Roumanie, Nicolae Iorga, affirmait dans le discours de réception à l'Académie roumaine, le 17 mai 1911, comme dans un véritable document programmatique :

La vie de chaque peuple est intimement liée à celle des autres peuples [...] Toute nation représente une énergie qui a ses propres sources et des circonstances spécifiques, des traits particuliers et une mission à elle. Cependant aucune de ces énergies

ne peut être étudiée séparément, et d'ailleurs, il ne faut pas l'isoler ainsi. Tous les courants s'entrecroisent au sein d'une même atmosphère et tombent sous la forme de pluies sur la même terre [...] L'histoire d'un peuple touche ainsi l'histoire des autres, et elle ne le fait pas à travers des mentions accidentelles ou de brefs chapitres sur les influences réciproques, mais par ce qui est stable et préservé dans le milieu naturel de l'universalité humaine.⁹

L'évolution de la revue s'est insérée dans la vie de la société roumaine, qui après le stalinisme des années 1950 a connu un certain dégel dans les années 1960 et 1970, lorsque le dogmatisme impérialiste a été remplacé par un vague « autochtonisme », alors que la politique officielle anti-soviétique a favorisé une certaine critique du dogmatisme. Dans les années 1980, quand l'accent a été mis non pas sur le dogme, mais sur « les héros nationaux », la revue était déjà bien inscrite sur une direction et il était plus difficile de l'influencer. Cela n'empêche que les immixtions dans son activité sont devenues plus fréquentes, que la célébration des anniversaires se sont multipliées, dans le but de créer « un nouvel imaginaire, une nouvelle forme de messianisme laïc ». La revue a su profiter des sujets moins visés par le marxisme : les formes de solidarité sociale, la résistance des paysans face à l'expansion des empires, la question du féodalisme byzantin, l'autonomie des activités culturelles, la frontière entre patriotisme et idéologie nationaliste, des aspects culturels etc. Les anniversaires officiels ont bénéficié d'articles brefs et superficiels, la revue réussissant à développer son propre programme. Alors que l'histoire officielle s'occupait surtout du combat politique et de la galerie des « héros nationaux », les chercheurs de l'institut se sont surtout concentrés sur l'histoire intellectuelle.

Les immixtions du régime ont vêtu des formes variées : en 1975, par exemple, la photographie du « *conducător* » (dirigeant) a dû obligatoirement être placée après le sommaire, dans un numéro dédié aux relations entre les idéologies et la société, comme pour rappeler qu'il était « l'incarnation à la fois de l'idéologie et de la société » ; ou bien, en 1989, un groupage relatif à la Révolution française n'a pas reçu le droit de paraître, pour la simple et bonne raison que « nous sommes mécontents de la politique française, comme généralement de celle occidentale ».

L'histoire contemporaine figurait parmi les domaines d'intérêt les plus affectés par la doctrine officielle, tandis que la linguistique, l'archéologie ou le folklore étaient moins visés. L'histoire des mentalités a constitué un « espace protégé », considérée comme une modalité d'éluder « le marxisme vulgaire » dans la recherche historique, de dépasser « les intoxications » instillées par l'histoire économique et sociale. Cette option s'est traduite par de nombreux articles sur ce thème et par l'organisation de débats dans les pages de la revue. En 1990, la

revue a reçu le sous-titre « Mentalités ». Comme Alexandru Duțu l'a bien exprimé, « l'étude des mentalités nous a aidés à sortir du monde clair, sans mystère, stérile, forgé par une raison qui veut simplifier pour mieux dominer. Toutes les contraintes de la dictature, notamment celle humiliantes, tel le contrôle exercé sous l'apparence de la coopération, nous ont appris que la meilleure réplique n'est ni "le refuge esthétique", ni "le sabotage historique", mais "l'attachement aux valeurs profondes" ». ¹⁰

La chute du régime communiste n'a pas nécessairement signifié le début d'une période plus lumineuse pour la revue. Elle se heurte à des difficultés financières, qui l'obligent à réduire la fréquence de ses parutions à un volume par an. Qui plus est, le domaine des études sud-est européennes paraît traverser une crise d'identité. Andrei Pippidi, membre chevronné de l'institut, dans un article publié dans le numéro 1-4/1999-2000 de la revue, accusait la diminution de l'intérêt du monde académique pour ces études, attitude d'autant plus inexplicable que cette région venait d'être le théâtre d'affrontements sanglants et continuait à constituer une source de tensions et d'inquiétudes. La raison pour laquelle les spécialistes des études sud-est européennes « diminuaient comme nombre et prestige à un moment où leur présence se faisait sentir davantage » était, semble-t-il, de nature économique : d'une part, les gouvernements ne considèrent plus nécessaire d'investir dans la recherche de cette région, puisqu'ils ne sentent plus des menaces venant de cette direction ; d'autre part, l'ancienne génération d'experts a au fur et à mesure disparu, alors que les jeunes spécialistes sont à la recherche d'emplois mieux payés. L'auteur accuse aussi le déficit plus grand d'information, de matériel documentaire, de littérature de spécialité de production ouest-européenne, qui, pour des raisons économiques, ne parvenaient pas aux spécialistes des pays en difficulté – l'un des thèmes récurrents dans la période suivante allait être le décalage entre les résultats des recherches entreprises en Occident et celles de la région en discussion. ¹¹

Au cours de sa longue existence, tant la structure que l'aspect de la revue ont subi des modifications notables. Les comptes-rendus et les notes de lecture occupaient beaucoup de pages dans les premiers numéros. Le numéro 3-4/1963, par exemple, a 160 pages dédiées à la présentation de livres et articles parus à l'étranger. Au début, la revue avait une structure simple, formée d'un groupage central d'articles et d'un groupage qui s'intitulait « Mélanges ». Ces études étaient ordinairement accompagnées de 80 à 100 pages de comptes-rendus et notes de lecture sur des livres et articles parus dans le pays et à l'étranger.

À partir de 1968, les diverses sections de la revue commencent à recevoir des titres tels que « Livre et culture », « Diplomatie byzantine », « Relations internationales », « Les recherches sud-est européennes et leur histoire », « Folklore et architecture populaire », « Contributions à l'histoire des idées et des formes artis-

tiques », « Histoire politique », « Textes et documents », « Littérature et société », « Relations littéraires et motifs folkloriques », « Droit et institutions » etc.

À partir de 1972, chaque numéro aura sur la couverture un titre adéquat à son contenu ; par exemple, le numéro 2/1972 s'intitule « Contrats culturels aux XVII^e-XIX^e siècles ». Les titres secondaires apparaissent sur la couverture dès l'année prochaine. À partir de 1972 toujours, la couverture de la revue reflète le passage de l'institut dans la subordination de l'Académie des Sciences sociales et politiques Ștefan Gheorghiu.

Après 1972, les titres des sections se diversifient, les plus fréquents étant « Contacts culturels », « Contributions à l'étude de la romanité orientale ». Quant au nombre de volumes de la revue, il a connu la même variation ; les quatre numéros par an prévues initialement ont au fut et à mesure été groupés en deux volumes et, finalement, en un seul volume consistant (la situation actuelle).

La thématique des articles a été au début assez diversifiée. Dans le numéro 1-2/1964 ont signé des articles André Mirambel (directeur de l'Institut Néohellénique, administrateur de la prestigieuse École des Langues Orientales, membre de l'Académie française) – sur les sources populaires du roman néogrec ; Petre Ș. Năsturel – les rapports de la Valachie avec le Mont Athos depuis les origines jusqu'au début du XVI^e siècle ; Traian Ionașcu, Valentin Al. Georgescu, G. G. Florescu – sur la lutte pour la formation des États modernes dans l'espace sud-est européen ; Al. Graur, Emil Vărtosu – sur la linguistique. La revue contenait aussi des comptes-rendus sur des congrès, conférences et autres manifestations scientifiques organisées dans le pays ou à l'étranger, auxquelles les membres de l'institut avaient participé, ainsi que sur l'activité des autres instituts du domaine. Le numéro susmentionné, par exemple, contient une chronique signée Johannes Irmscher, sur l'activité de l'Institut des études byzantines auprès de l'Université Martin Luther de Halle, ou bien l'information signée Stephen Fischer Galați sur les bourses américaines accordées pour ceux qui étudiaient l'histoire de l'Europe du Sud-Est.

Les relations politiques entre l'espace roumain et le Sud-Est de l'Europe ont constitué une autre aire d'intérêt pour les signataires des articles ; nous mentionnons surtout Paul Cernovodeanu, avec une étude sur l'importance de la ville de Bucarest en tant que centre politique dans le Sud-Est de l'Europe à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle ; Nicolae Ciachir – la conclusion de la paix de Bucarest en 1886 et les événements balkaniques de 1885-1886 ; Živko Avramovski (Sofia) – la gouvernance yougoslave, la négociation du traité soviéto-roumain d'aide mutuelle et la chute de Nicolae Titulescu ; Emil Vărtosu – les relations de la Moldavie et la Valachie avec l'Empire ottoman reflétées dans les sceaux des princes régnants (XVII^e-XIX^e s.) ; G. G. Florescu – la fondation de

l'agence diplomatique de la Roumanie à Sofia (1879) ; Eliza Campus – la Roumanie et la stratégie de la neutralité (août-octobre 1939) (le sujet de la neutralité a été débattu en 1991 dans plusieurs articles) ; Edda Binder Iijima (Heidelberg) – les rituels du pouvoir au début du règne de Charles I^{er} ; Ion Varta (Chişinău) – des documents inédits sur la politique russe envers la Roumanie en 1878 ; Andrei Pippidi – les formes de la paix en Europe du Sud-Est du XIV^e au XVII^e siècle ; Constantin Iordan – l'apparition d'un front anti-communiste dans les Balkans dans la période de l'entre-deux-guerres ; Florin Ţurcanu – le traditionalisme et la politique en Roumanie dans les années 1990 ; Philip Longworth (Montréal) – l'héritage soviétique dans les Balkans, un point de vue extérieur ; Rudolf Dinu – l'élite diplomatique en Europe moderne : la légation italienne à Bucarest (1879-1914).

Les aspects culturels n'ont pas été négligés dans la revue, comme en témoignent les articles signés Ion Barnea – un manuscrit byzantin illustré du XI^e siècle ; Emilia Comişel – éléments folkloriques balkano-roumains dans la musique du rituel nuptial ; Gheorghe Cronţ – aspects de l'Académie Sf. Sava de Bucarest au XVIII^e siècle (le contenu de l'enseignement) ; Milutin Garasanin, Petre Ş. Năsturel – les relations entre la Valachie et le Mont Athos depuis les origines au début du XVI^e siècle ; Andrei Bucşan – ressemblances entre les danses populaires roumaines et balkaniques ; Ion Matei – mots d'origine roumaine dans la langue turque ; Octavian Iliescu – de nouvelles informations sur les lingots roumains d'or mis au jour en Transylvanie ; Ernest Oberländer-Târnoveanu – observations numismatiques et historiques sur les monnaies byzantines du XII^e siècle découvertes dans la zone du Bas Danube ; Bianca Valota-Cavallotti (Milan) – histoire et biographie en Europe orientale ; Cătălina Vătăşescu – la phonétique des emprunts slaves dans les langues roumaine et albanaise ; Elena Scărlătoiu – la romanité balkanique – origines et diffusion ; Harald Heppner – problèmes de la modernisation culturelle en Europe du Sud-Est ; Nadia Danova (Sofia) – l'image de « l'autre » dans les manuels bulgares du XIX^e et du début du XX^e siècle (cette étude fait partie d'un groupage plus ample dédié aux manuels scolaires de cet espace, qui contient encore des articles provenant de Roumanie, de Bulgarie, de Grèce, de Pologne).

Les aspects sociaux ont été tout aussi bien représentés dans cette revue ; nous en mentionnons quelques-uns : Nikolai Todorov (Sofia) – aspects du passage du féodalisme au capitalisme dans les territoires balkaniques de l'Empire ottoman ; Vlas Vlasidis – les conséquences des réarrangements sociaux et démographiques des Vlaques en Macédoine grecque (1923-1926) ; Alexandre Kostov – banques et banquiers en Roumanie en 1876 ; Stelu Şerban et Ştefan Dorondel – l'histoire orale d'un village inter-ethnique et inter-confessionnel ; Mihail Zamfira – changements de la signification des traditions populaires sud-est européennes ; Ioana

Cârstocea – l'invention d'un acteur politique : le régime communiste roumain et le statut de la femme (1945-1965) ; Petre Guran – définitions de la fonction patriarcale à la fin du XIV^e siècle.

Le thème des relations commerciales apparaît dans les articles de Paul Cernovodeanu – les conditions générales du commerce anglais dans le Levant pendant la seconde moitié du XVII^e siècle et au début du XVIII^e ; M. P. Dan et S. Goldenberg – le commerce balkano-byzantin de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVI^e siècle et au début du XVII^e ; Dinu C. Giurescu – maîtres orfèvres de Kiprovac en Valachie au XVII^e siècle.

FONDÉE EN 1962 sous le patronage de la Section des Sciences historiques et archéologiques de l'Académie roumaine la *Revue roumaine d'histoire* devait, d'une part, répondre aux efforts de développement des relations intellectuelles avec les milieux étrangers et, de l'autre, satisfaire le besoin des chercheurs de diffuser leurs résultats à l'étranger. Elle se proposait également de porter à la connaissance des lecteurs les principaux événements de la vie scientifique, les conférences et les autres débats sur des questions historiques, l'activité des institutions et des associations du champ de l'histoire. Le comité de rédaction était formé de A. Oțetea – rédacteur en chef ; P. Constantinescu-Iași, C. Daicoviciu, D. Prodan, M. Berza – rédacteurs adjoints ; L. Bányai, Gh. Matei, V. Chereșteșiu, V. Popovici, E. Stănescu, Șt. Ștefănescu – secrétaires de rédaction.

La revue a porté l'empreinte de son temps. Si pendant le régime communiste l'influence de celui-ci était fort visible dans le contenu idéologique des articles, après 1989 les contraintes matérielles ont conduit à la restriction de l'espace éditorial, la fusion de certains numéros etc.

Les grands thèmes et les aires d'intérêt sont presque les mêmes que dans la revue antérieure. En voici quelques-uns : Vasile Arvinte – le nom ethnique « roumain » et le nom de l'État national Roumanie ; Mihai Maxim – les relations roumano-ottomanes entre 1574 et 1594 ; Robert Demoulin – la presse belge et la formation de l'État roumain (1858-1877) ; Damian Hurezeanu – considérations sur le rôle de la révolte de 1907 dans l'histoire sociale et agraire de la Roumanie ; Constantin Căzănișteanu – la solidarité militante dans le Sud-Est de l'Europe et le combat anti-fasciste (1933-1944) ; Alexandru Constantinescu – structures et codifications en Roumanie au XIX^e siècle ; Apostol Stan – la Révolution roumaine de 1848 vue par ses adversaires ; Nicolae Petreanu – la tradition de la pensée républicaine et du combat anti-monarchique en Roumanie ; Alexandru Zub – l'historiographie roumaine au service de la lutte pour indépendance.

PUBLIÉE PAR le Centre d'Études Transylvaines auprès de l'Académie roumaine, filiale de Cluj, *Transylvanian Review/Revue de Transylvanie* est l'une des revues les plus prestigieuses parues après décembre 1989. Le destin de cette institution n'a été ni simple, ni linéaire.¹² Le Centre d'études et recherches sur la Transylvanie a été fondé en été de 1942 par le collège universitaire de l'Université de Cluj, qui à ce moment-là était réfugiée à Sibiu. En dépit des conditions difficiles, ce Centre, dirigé par l'historien Silviu Dragomir, a déployé une activité intense, publiant la *Revue de Transylvanie* (parue en 1934) ainsi que de nombreux volumes d'histoire, organisant des conférences. Il était destiné à constituer un pôle d'attraction pour les spécialistes de l'histoire, la linguistique, l'ethnologie, la démographie, la statistique.

Après 1944, le Centre a été transféré à Cluj, recevant la tâche de préparer la documentation nécessaire à la délégation de la Roumanie à la Conférence de paix qui devait défendre et justifier les droits historiques du pays. En 1948, le Centre a été rattaché à l'Institut d'Histoire et de Philosophie, ce qui a pratiquement signifié sa dissolution. La tentative de le ranimer, en 1987-1988, a malheureusement échoué.

Après la chute du régime communiste, le Centre a été recréé en été de 1991 sous la forme d'un département de la Fondation Culturelle Roumaine. Les circonstances de cet événement étaient cette fois-ci beaucoup plus favorables à l'activité scientifique que 60 ans auparavant. La nouvelle mentalité de la génération qui anime cette institution a conduit à l'élargissement de l'aire thématique et la mise en œuvre d'une méthodologie originale. L'absence de toute contrainte idéologique offre aux chercheurs la possibilité de s'exprimer librement sur des sujets liés à l'histoire, la culture et la civilisation transylvaines.

Le rattachement du Centre, en 2007, à la filiale de Cluj de l'Académie roumaine a constitué un tournant dans l'existence de cette institution. Même si, par comparaison aux autres instituts de l'Académie, il s'agit d'une institution assez petite (du moins en ce qui concerne le personnel), il déploie une activité intense pour promouvoir dans les milieux scientifiques internationaux les résultats des recherches sur l'histoire, la culture et la civilisation de la Transylvanie, comme partie intégrante de la Roumanie. Les nombreuses manifestations scientifiques internationales organisées par le Centre (conférences, symposiums) permettent aux spécialistes étrangers invités de prendre contact avec leurs collègues roumains et de connaître le stade atteint par la recherche historique en Roumanie. Les livres de spécialité publiés au fil du temps à la maison d'édition du Centre, dont bon nombre dans des langues de circulation internationale, sont arrivés dans des bibliothèques prestigieuses, constituant un « véhicule » excellent de dissémination de la recherche roumaine à l'étranger.

Le périodique du Centre, *Transylvanian Review*, publié sous un nouveau format à partir de 1992, apparaît sans interruption, avec quatre numéros par an, exclusivement dans des langues de circulation internationale. Depuis 2009, outre les quatre numéros annuels, le Centre fait paraître des suppléments, sous la forme de volumes thématiques d'études. Grâce aux efforts soutenus de l'équipe du Centre, la revue arrive dans des centaines de bibliothèques universitaires et académiques du monde entier ; la même équipe est responsable de l'inclusion de cette publication dans des bases de données prestigieuses, *Transylvanian Review* étant la seule revue roumaine d'histoire indexée Thomson ISI.

Les auteurs des études sont des spécialistes de l'histoire, la philologie, l'histoire de l'art, la philosophie, l'ethnographie, la sociologie etc. provenant de différents centres de recherche de Transylvanie, de Banat et de l'espace d'outre-monts. La présence des auteurs étrangers des États-Unis, Grande Bretagne, France, Allemagne, Belge, Italie etc. est remarquable (au cours de plus de vingt ans d'existence, la revue a publié plus de 100 articles écrits par des auteurs étrangers, dont la plupart sont des spécialistes illustres sur le plan international ; ce fait démontre une fois de plus les dimensions des échanges scientifiques dans lesquels le Centre d'Études Transylvaines et la *Transylvanian Review* se sont engagés afin de promouvoir la recherche historique roumaine à l'étranger). Parmi ceux qui ont publié dans la revue, outre des spécialistes réputés, figurent aussi des jeunes chercheurs, que la revue appuie dans leurs démarches de se forger une identité professionnelle.

LES REVUES roumaines d'histoire publiées dans des langues de circulation internationale ont une double fonction : d'une part, par la durée et la fréquence de leurs parutions ainsi que par les noms prestigieux attirés au fil du temps, elles représentent des éléments importants dans le paysage historiographique roumain en général. D'autre part, elles constituent autant de voies d'accès de la communauté scientifique internationale à la recherche roumaine, un instrument important de dissémination de ses résultats dans le monde, l'un des « véhicules » à l'aide duquel la science roumaine a contribué au développement des sciences historiques en général.

□

Notes

1. Gabriel Moisa, *Direcții și tendințe în istoriografia românească, 1989-2006*, Oradea, Ed. Universității din Oradea, 2007, p. 18.
2. Florin Müller, *Politică și istoriografie în România, 1948-1964*, Cluj, Nereamia Napocae, 2003, p. 324.

3. *Ibid.*, p. 98.
4. *Ibid.*, p. 186.
5. *Ibid.*, p. 13.
6. Moisa, *Direcții și tendințe, op. cit.*, p. 23.
7. *Ibid.*, p. 31.
8. « Întâlnirea tovarășului Nicolae Ceaușescu cu oamenii de știință din domeniul istoriei », *Revista de istorie* (Bucarest), 33, 7-8, 1980, p. 1247 ; Moisa, *Direcții și tendințe, op. cit.*, p. 39.
9. *Apud* Paul E. Michelson, « South East European Studies in Romania, 1913-1938-1963-2003 », *RESEE*, 41, 1-4, 2003, p. 7-8.
10. Al. Dușu, « Trente ans après », *RESEE*, 30, 1-2, 1992, p. 5.
11. Nous reproduisons un passage suggestif pour la sensation générale éprouvée par le milieu scientifique roumain : « Among our Western colleagues, on whose kind invitations were still hang on, we feel like distant relatives ashamed of our genteel poverty » ; voir Andrei Pippidi, « A plea for the study of South-Eastern Europe », *RESEE*, 38, 1-4, 1999-2000, p. 265.
12. Voir Stelian Mândruț et Liviu Ursuțiu, *Historiographical Landmarks : The Destiny of an Institution (Bulletin of the Center for Transylvanian Studies, Suppl. Oct. 1996)* ; Maria Ghitta et Vasile Sălăjan, *Centrul de Studii Transilvane 1991-2001*, Cluj-Napoca, 2001, p. 29-30.

Abstract

Romanian History Journals Published in Foreign Languages

Romanian historiography constantly took the Western world and culture as its reference points. The manner in which the Romanian historiography scientifically connects to the Western one is just one side of the problem. The other aspect is the way in which Romanian historiography makes its results known in the West. Since Romanian is not an international language, this latter aspect refers to publications in the main Western languages. History works written in such languages make Romanian historiography not only a receiver of Western accomplishments, but also a supplier of value; they make Romanian historiography a partner in an intellectual exchange. The Romanian history journals published in foreign languages fulfill a dual function: on the one hand, the duration and frequency of occurrence and the prestigious name gained over time, are important elements in Romanian historiography in general. On the other hand, they are gateways for the Romanian research activity towards international scientific community, and an important tool for the dissemination of its results in the world, one of the ways in which Romanian science has contributed to the development of historical sciences in general.

Keywords

Romanian history journals, Romanian historiography, Western languages